

12 mars : marche pour le Climat et la Justice sociale

Communiqué Union syndicale Solidaires



Guerre en Ukraine, pandémie, crise climatique, profits records du CAC40, tous sont des maux du capitalisme qui engendre victimes, déplacements de population, précarité, misère. Celui-ci est resté assis sur une base d'un autre siècle qui se caractérise par l'impérialisme, l'exploitation sans limite des ressources naturelles et des travailleurs et des travailleuses pour le profit de quelques-uns.

Nous ne voulons pas choisir entre déflagration nucléaire qu'elle soit militaire ou civile et cataclysme climatique car l'un et l'autre mèneraient à la faillite de l'humanité et de la planète. Faire cesser le conflit en Ukraine est fondamental et se mobiliser massivement le 12 mars pour un sursaut écologique et social, tout autant.

Le rapport du GIEC sonne l'alarme !

Le second volet du rapport du GIEC, paru le 28 février, confirme la multiplication des risques climatiques que nous connaissons déjà et qui vont s'amplifier avec le réchauffement climatique : vagues de chaleur, incendies de forêt, pénurie d'eau, inondations et leurs conséquences, victimes, déplacements de population, pertes de rendements agricoles, pertes d'exploitation pour les entreprises touchées.

Il met l'accent sur les mesures d'adaptation nécessaires pour limiter les effets des risques climatiques. Les experts du GIEC insistent sur la préservation et surtout la restauration de notre environnement et enjoignent à une baisse drastique de nos émissions de gaz à effet de serre.

Passivité des politiques, voire complicité ou compromission !

Alors que les constats liés au réchauffement climatique sont avérés, aucun responsable politique n'a jusqu'à présent bouleversé les politiques publiques en faveur de la justice sociale et écologique. Macron ne fait pas mieux depuis 5 ans bien au contraire. Devant une façade repeinte en mode greenwashing, il se proclame leader de la sauvegarde de la planète avec son « Rendre notre planète à nouveau formidable » (make our planet great again). C'est pourtant lui qui a allégé le code de l'environnement, les procédures de consultation en matière de conséquence environnementale, qui accentue la répression envers les militant.es en lutte contre les projets climaticides. Sous sa mandature, la France a été condamnée par le Conseil d'État pour son inaction climatique. La loi climat et résilience qui a écarté la majeure partie des 150 propositions de la Convention citoyenne pour le climat n'a pas changé les fondements de la politique libérale de Macron.

Les mesures fiscales du quinquennat Macron ont accru la perte de recettes qui financent l'action publique et les biens communs : l'abandon de l'ISF et la mise en place de la flat-tax représentent une perte de près de 10 milliards€ ; près de 70 Mds€ ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2021, en plein contexte pandémique ...

Son inaction touche notre quotidien, nos factures énergétiques, notre alimentation, la qualité des emplois,... Agir pour des fins de mois meilleures et contre la fin du monde, devrait être le débat principal en cette période électorale !

Nucléaire, ni fiable , ni écologique !

Le revirement d'E. Macron à propos du nucléaire montre son allégeance constante au système capitaliste. La construction

de l'EPR de Flamanville a coûté un véritable pognon de dingue avec près de 20 milliards d'euros (environ 5 fois plus que le budget initial). Le projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure avance contre l'avis général et ce, en tentant de museler les opposant.es par la répression judiciaire. Le parc des centrales vieillissant connaît des incidents à répétition. Et pourtant, Macron a annoncé, unilatéralement, la relance du nucléaire en France avec la construction de nouveaux réacteurs mettant en avant l'avantage d'une énergie décarbonée. Le discours "cousu main" du lobby nucléaire ne trompe personne. Le nucléaire coûte très cher. L'extraction de l'uranium n'est pas sans conséquences sociales et environnementales. La construction d'une centrale demande la production de dizaines de milliers de tonnes de béton, énergivore, préjudiciable pour le climat. Le nucléaire produit des déchets durablement toxiques. Pour toutes ces raisons, la question de la sortie de la production d'électricité par le nucléaire se pose et d'autant plus dans une période de tension internationale. L'Union syndicale Solidaires est favorable à une décision politique en ce sens.

Exigeons des mesures claires et immédiates qui répondent aux besoins sociaux et aux nécessités écologiques qui ne peuvent attendre.

- Un SMIC à 1700€ nets et la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique
- L'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux de 400 euros
- L'égalité salariale et la revalorisation des métiers les plus féminisés
- Un écart de salaires de 1 à 5 (entre les plus bas et plus hauts salaires dans les entreprises, administrations)
- Pour la justice fiscale, l'abandon de la flat-tax et le rétablissement de l'ISF, l'abandon des mesures sur le CICE, lequel ne sert pas l'emploi mais nourrit les

actionnaires, la taxation du transport aérien et maritime jusque-là exonérés

- Pour l'urgence climatique, faire du financement de la rénovation des logements, une priorité notamment pour le logement social.

Pour une profonde transformation de la société, Solidaires revendique :

- Une réforme du système fiscal qui le rende plus redistributif, tournée réellement vers des enjeux de justice sociale et écologique en prenant une vraie bifurcation écologique. Pour cela l'argent ne manque pas : à elles seules, l'évasion et la fraude fiscales grèvent les finances publiques de 60 à 80 Mds€ par an,
- Le renforcement et le développement de transports collectifs urbains, péri-urbains et ruraux qui privilégient le ferroviaire,
- Une organisation des services publics, avec un maillage de proximité tant dans les territoires ruraux que périurbains et urbains, dont les missions répondent aux besoins des populations.
- Une politique publique d'aménagement du territoire axée sur le développement d'emplois locaux, non délocalisables, en particulier dans les secteurs du commerce de proximité, du tissu industriel local et de l'agriculture paysanne.
- Pour l'égalité des droits pour toutes et tous au travail et dans la vie de la Cité
- Pour de vraies mesures contre les discriminations, aucun.e travailleur.euse n'est illégal.e,
- Un temps de travail à 32h pour participer à la résorption du chômage et à libérer du temps pour le vivre ensemble et la participation à l'organisation collective de la transformation de la société.

Le 12 mars, des mobilisations sont déjà prévues dans

plus de 100 villes.

L'Union syndicale Solidaires appelle à y participer massivement pour mettre au cœur de la campagne électorale, justice sociale et écologique et la nécessité de faire converger alarme climatique et alarme sociale.

Solidaires appelle à la grève le 12 mars dans le secteur privé comme dans le public et met à disposition son outil syndical partout où cela sera utile.